

# Perspectives économiques 2019.

## Les patrons sont optimistes

Alors qu'au Maroc, les perspectives pour l'année 2019 sont pour le moins peu prometteuses, dans le monde des affaires c'est plutôt l'optimisme qui semble dominer.



**Abdou Diop**

Directeur associé du cabinet Mazars

**«Le Maroc a réussi à construire une industrie totalement arrimée à l'industrie mondiale. S'il y a des baisses de commandes dans le secteur automobile, le secteur de l'aéronautique, qui a plus de valeur ajoutée, est en train d'exploser».**



**Khadim Mbaye**  
k.baye@leseco.ma

Les prévisions pour l'année 2019, marquées par une croissance inférieure à 3% et une hausse du taux de chômage, sont peu prometteuses, à cause d'une baisse de la valeur ajoutée agricole et une reprise lente des activités non agricoles, si l'on croit le Haut commissariat au plan. Mais dans le monde des affaires, ce tableau ne fait pas l'unanimité. Au contraire, «tous les clignotants sont au vert», estime Frederic Louat, directeur général du cabinet Riser Maghreb. Pour ce dernier qui vit à Casablanca depuis de 8 ans et qui intervenait, jeudi 31 janvier, à la conférence-débat «Le monde, l'Afrique, le Maroc: quelles perspectives pour 2019?», organisée par le groupe Attijariwafa bank dans le cadre de son cycle de conférence «Echanger pour mieux comprendre», «les bonnes reprises» sont plutôt nombreuses cette année. Les cours du prix du phosphate sont bien orientés en ce moment, le tertiaire, boosté par le tourisme, se porte plutôt bien et le secondaire, quant



**Frederic Louat**  
Directeur général  
du cabinet Riser Maghreb

**«Tous les clignotants sont au vert. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, le nombre d'entreprises défaillantes au Maroc a baissé en 2018. On ne peut qu'être optimiste».**

à lui, a bondi de 3,3%. «Pour la première fois depuis plusieurs décennies, le nombre d'entreprises défaillantes au Maroc a baissé en 2018. Même si les délais de paiement restent encore longs et que de nombreuses entreprises, très faibles, ont disparu», ajoute le spécialiste de l'assurance-crédit, pour qui, malgré les nombreuses incertitudes «on ne peut qu'être optimiste». Et il n'est pas le seul à réfuter le tableau noir du

Haut-Commissariat au Plan. Son co-débatteur, El Mehdi Fakir, Senior consultant en stratégie & Risk Management, est également de cet avis. Mieux, selon l'économiste, l'absence d'un secteur financier connecté au système mondial fait que le royaume est protégé de certains chocs extérieurs. «La preuve, la crise de 2008 n'a pas eu beaucoup d'impacts sur l'économie marocaine», a-t-il rappelé. Abdou Diop, directeur associé du cabinet Mazars, s'inscrit également dans cette logique. Pour ce dernier, l'industrie marocaine, en particulier l'industrie automobile, affiche des perspectives prometteuses. «Le Maroc a réussi à construire une industrie totalement arrimée à l'industrie mondiale», a-t-il soutenu. Sauf que pour de nombreux spécialistes, les baisses de ventes de véhicules neufs noté dans le marché asiatique, particulièrement en Chine, peuvent avoir des conséquences négatives sur les marchés des pays émergents. Toutefois pour Abdou Diop, «s'il y a des baisses de commandes dans le secteur automobile, le secteur de l'aéronautique, qui a plus de valeur ajoutée, est en train d'exploser».

Encore faudrait-il que le Maroc puisse maintenir la cadence actuelle de son industrie et accélérer son intégration du marché africain pour plus de valeur ajoutée continentale, notamment dans des pays comme la Guinée et le Ghana "qui produisent de la bauxite" et la Côte d'Ivoire, premier producteur africain et septième mondial de caoutchouc. Des matières premières et matériaux indispensables pour les secteurs automobile et aéronautique. Toutefois, le Maroc n'est pas pourtant à l'abri d'une crise sociale. Ce qui se passe en France, notamment avec les manifestations, souvent violentes, des «Gilets jaunes», s'est déjà produit au Maroc sous une autre forme. Le boycott surprise contre la cherté de la vie n'a pas fait de victimes humaines mais le mouvement a causé beaucoup d'ennuis aux grandes marques ciblées par les boycotteurs. Il appartient donc aux autorités du pays d'engager des réformes profondes afin d'offrir aux Marocains des conditions de vie plus justes et plus équitables à commencer par une réforme du marché du travail. «Les réglementations du marché du travail sont tellement rigides que finalement elles sont devenues un sérieux obstacle à l'emploi», regrettent les experts. La réforme de la fiscalité ainsi que la redistribution des richesses s'imposent également comme des priorités du moment. ●